

Patrick Vignal, au chevet des centres-villes

Lucie Alexandre, le 17/09/2017 à 11h49

Mis à jour le 17/09/2017 à 12h44

Le député REM de l'Hérault veut faire de la lutte contre l'appauvrissement des centres urbains la grande cause nationale 2018.



Patrick Vignal, député REM de la 9e circonscription de l'Hérault et président de l'Association centres-villes en mouvement, qui rassemble une centaine d'élus. / Pascal Guyot/AFP

Diplômé d'un CAP de vente, professeur de judo et de natation, enseignant en Staps (filiale sportive) à l'université, chef d'entreprise, et enfin député ! Patrick Vignal est fier de se définir comme un « *couteau suisse* ». Mais en ce moment, l'une de ses nombreuses fonctions l'emporte sur toutes les autres, celle de Président de l'Association centres-villes en mouvement, qui rassemble une centaine d'élus.

Début septembre ils ont envoyé un courrier officiel à Emmanuel Macron et Edouard Philippe, pour demander que les centres-villes, trop souvent désertés et paupérisés, soient déclarés grande cause nationale de l'année 2018. Créé en 1977, ce label accordé

par le premier ministre à des ONG et des associations leur permet d'organiser des collectes de fonds et de diffuser gratuitement des annonces dans l'audiovisuel public.

« Nos territoires n'ont plus d'âme »

S'ils obtiennent gain de cause, leur première revendication sera d'obtenir un moratoire d'un an sur l'extension des zones commerciales périphériques, jugées responsables du déclin des petites enseignes de centre-ville, de l'abandon des centres urbains qui s'appauvrissent, se communautarisent, se radicalisent. *« Nos territoires n'ont plus d'âme »* se désespère Patrick Vignal.

Fils d'ouvrier, l'élu se souvient d'une enfance heureuse dans la Cité Saint-Roch à Montpellier, à jouer avec les jeunes du quartier, à goûter chez la voisine à l'improviste. *« Maintenant les gens ne se parlent plus »*, commente-t-il avec nostalgie.

La déréliction des faubourgs, il l'a surtout observée au quartier de Celleneuve où il s'était installé à 19 ans pour monter son club de judo, à partir de rien. *« Avant c'était un village. Quand je suis arrivé les habitants m'ont naturellement aidé à bricoler l'école, parce que je n'avais pas de sou pour payer les travaux. »*

Puis il raconte la fermeture de la boucherie, suivie des autres commerces, la rue désertée, les rideaux de fer tirés. *« C'est en train de pourrir, maintenant il y a des hommes qui insultent les femmes quand elles passent »* dénonce ce fidèle de François Hollande, soutien de Manuel Valls pendant la primaire avant de rejoindre Emmanuel Macron.

Fidèle de George Frêche

Un parcours fidèle à ses engagements, explique-t-il quand on le taxe d'opportunisme. Et de rappeler qu'il avait toujours soutenu l'ex homme fort de l'Hérault, George Frêche malgré son exclusion du PS. *« Il fait partie des hommes de pouvoir qu'on regrette. Certes il était machiavélique mais il avait une vision et du courage, ce qui manque aujourd'hui. »*

C'est d'ailleurs dans l'ombre de l'ancien maire de Montpellier que Patrick Vignal a fait ses premiers pas en politique. Son club de judo qui avait pris de l'envergure avait attiré l'attention de Georges Frêche qui lui confia plusieurs missions avant de le propulser adjoint au sport de la métropole en 2001.

Alerter le président

En 2012, il remporte la 9e circonscription de l'Hérault par 500 voix contre le candidat UMP Stéphan Rossignol, grand favori. *« Une chance inouïe ! Mes copains du PS*

pensant qu'on ne pouvait que perdre m'avaient poussé à me présenter », s'amuse-t-il. En 2017, il est réélu, sous les couleurs d'En Marche cette fois.

Aujourd'hui, il veut « *alerter le président* » sur la cause des centres-villes. La lutte contre l'essor des complexes commerciaux périurbains n'est pas sa seule priorité. Il faut aussi selon lui promouvoir une politique de transports en commun ou alternatifs, développer des parkings souterrains, des infrastructures, investir dans l'éclairage public et la sécurité.

« *Trop peu de chose bouge parce que politiquement, ça n'est pas payant de s'engager sur ces sujets* », affirme Patrick Vignal. « *Mais quand les gamins de ces quartiers délaissés grandissent, ça coûte très cher à la société* » observe-t-il en évoquant les millions d'euros engagés par l'État pour financer la lutte contre le radicalisme.

Lucie Alexandre

<http://www.la-croix.com/France/Politique/Patrick-Vignal-chevet-centres-villes-2017-09-17-1200877484>